

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1343

[C — 2007/11115]

16 MARS 2007. — Loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport des produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (1)

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, 5^o*bis*, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005, le mot « le comptage, » est inséré entre les mots « la distribution, » et « la fourniture, ».

Art. 3. A l'article 15/11, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par les lois des 16 juillet 2001, 24 décembre 2002 et 20 mars 2003, sont apportés les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 4, 1^o, est complété comme suit :

« et pour le financement des frais du service de médiation pour l'énergie, visé à l'article 15/16*bis*, perçues en 2005 par la commission en application de l'article 15/11, § 1^{er}, alinéa 5, et qui sont versées dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie, conformément à l'article 15/11, § 1^{er}, alinéa 5, 3^o. »;

2^o l'alinéa 5 est complété comme suit :

« 3^o dans un fonds, géré par le service de médiation pour l'énergie en vue du financement des frais de fonctionnement de ce service, conformément à l'article 15/16*bis*. »

Art. 4. L'article 15/14, § 2, 3^o*bis*, de la même loi, inséré par la loi du 20 mars 2003, est abrogé.

Art. 5. L'article 15/16*bis* de la même loi, inséré par la loi du 20 mars 2003, est remplacé comme suit :

« Le service de médiation pour l'énergie, créé par l'article 27 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, peut être sollicité pour toutes les questions et plaintes concernant le fonctionnement du marché de l'électricité et du gaz, ainsi que pour tous les différends entre les clients finals et les entreprises de gaz naturel portant sur des matières relevant de l'autorité fédérale en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéas 4 et 5, et VII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. »

Art. 6. A l'article 15/20, § 1^{er}, 4^o, de la même loi, inséré par la loi du 27 juillet 2005, les mots « de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité » sont insérés après les mots « l'article 23*bis* ».

Art. 7. A l'article 15/20*bis*, de la même loi, inséré par la loi du 27 juillet 2005, les mots « d'approuver ou de rejeter » sont remplacés par les mots « concernant l'approbation, la demande de révision ou le refus d'approbation. »

Art. 8. A l'article 20/1, § 1^{er}, 1^o, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1999 et modifié par la loi du 16 juillet 2001, les mots « ou de la Chambre de litiges » sont supprimés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1343

[C — 2007/11115]

16 MAART 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (1)

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen

Art. 2. In artikel 1, 5^o*bis*, van de wet van 12 april 1965, betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005, wordt het woord « telling, » ingevoegd tussen de woorden « distributie, » en « levering, ».

Art. 3. In artikel 15/11, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 16 juli 2001, 24 december 2002 en 20 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het vierde lid, 1^o, wordt aangevuld als volgt :

« en voor de financiering van de kosten van de ombudsdienst voor energie, bedoeld in artikel 15/16*bis*, die door de commissie in het jaar 2005 zijn geïnd met toepassing van artikel 15/11, § 1, vijfde lid, en die worden gestort in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie overeenkomstig artikel 15/11, § 1, vijfde lid, 3^o. »;

2^o het vijfde lid wordt aangevuld als volgt :

« 3^o in een fonds, beheerd door de ombudsdienst voor energie met het oog op de financiering van de werkingskosten van deze dienst, overeenkomstig artikel 15/16*bis*. »

Art. 4. Artikel 15/14, § 2, 3^o*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 maart 2003, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 15/16*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« Op de ombudsdienst voor energie, opgericht bij artikel 27 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, kan een beroep worden gedaan voor alle vragen en klachten betreffende het functioneren van de elektriciteitsmarkt en gasmarkt alsook voor alle geschillen tussen eindafnemers en aardgasondernemingen inzake aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde en vijfde lid, en VII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

Art. 6. In artikel 15/20, § 1, 4^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 juli 2005, worden na de woorden « artikel 23*bis* » de woorden « van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt » ingevoegd.

Art. 7. In artikel 15/20*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 juli 2005, worden de woorden « tot goedkeuring of weigering van » vervangen door de woorden « tot goedkeuring, inzake de aanvraag tot herziening of tot weigering van ».

Art. 8. In artikel 20/1, § 1, 1^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1999 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 2001, vervallen de woorden « of van de Geschillenkamer ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité*

Art. 9. Dans l'article 2, 15^{ter}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par la loi du 20 mars 2003, les mots « le comptage, » sont insérés entre les mots « la distribution, » et « la fourniture, ».

Art. 10. Dans l'article 12^{quater}, § 1^{er}, 1^o, de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« S'agissant des coûts des services auxiliaires, le gestionnaire de réseau est tenu, au plus tard le 1^{er} juillet de l'année précédant l'année d'évolution des coûts précités, d'informer la commission et le ministre sur la base d'un rapport comprenant des pièces justificatives, sur les prix qui lui sont offerts pour la fourniture des services auxiliaires et sur les actions qu'il a entreprises, en application de l'article 234 de l'arrêté royal établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci.

Sur la base du rapport du gestionnaire de réseau, la commission établit, en application de l'article 4 de l'arrêté royal du 11 octobre 2002 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, un rapport motivé indiquant expressément et de façon motivée si les prix offerts pour la fourniture des services auxiliaires sont manifestement déraisonnables ou non. Le rapport motivé est communiqué au ministre et au gestionnaire de réseau dans les 60 jours suivant la réception du rapport visé à l'alinéa 2.

Sur la base du rapport motivé, le ministre informe la commission et le gestionnaire de réseau dans les quinze jours par courrier recommandé des mesures à prendre, qui sont contraignantes pour la commission. S'il ne le fait pas, les prix offerts au gestionnaire de réseau sont pris en considération pour la fixation du revenu total, tel que visé à l'article 12, § 2. »

Art. 11. L'article 21^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2005, est complété comme suit :

« et pour le financement des frais du service de médiation pour l'énergie, visés à l'article 27, perçus en 2005 par la commission en application de l'article 21^{ter}, § 1^{er} et qui sont versées dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie, conformément à l'article 21^{ter}, § 1^{er}, 6^o. »

Art. 12. L'article 21^{ter}, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2005 et modifié par la loi du 23 décembre 2005, est complété comme suit :

« 6^o dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie en vue du financement des frais de fonctionnement de ce service conformément à l'article 27. »

Art. 13. A l'article 23, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 16 juillet 2001, 31 janvier 2003, 20 mars 2003, 1^{er} juin 2005 et 27 juillet 2005, les points 3^{bis} et 5^o sont abrogés.

Art. 14. L'article 27 de la même loi, remplacé par la loi du 20 mars 2003, est remplacé suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Il est créé un service autonome ayant la personnalité juridique, appelé « service de médiation pour l'énergie », « Ombudsstelle für Energie » en allemand, compétent pour la répartition des demandes et plaintes concernant le fonctionnement du marché d'électricité et pour le traitement de tout différend entre un client final et une société d'électricité concernant les matières relevant de l'autorité fédérale en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéas 4 et 5 et VII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le service de médiation pour l'énergie est chargé des missions suivantes :

1^o évaluer et examiner toutes les questions et plaintes des clients finals ayant trait aux activités d'une entreprise d'électricité et au fonctionnement du marché de l'électricité. Le service de médiation transmet, sur base de la répartition des compétences entre les autorités fédérales et régionales, les questions et plaintes au service régional compétent en la matière quand ces questions et plaintes concernent uniquement une matière régionale.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt*

Art. 9. In artikel 2, 15^{ter}, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij de wet van 20 maart 2003, wordt het woord « telt, » ingevoegd tussen de woorden « verdeelt, » en « levert, ».

Art. 10. In artikel 12^{quater}, § 1, 1^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Voor wat betreft de kosten van de ondersteunende diensten moet de netbeheerder ten laatste op 1 juli van het jaar voorafgaand aan het jaar dat voormelde kosten evolueren, de commissie en de minister op basis van een verslag met verantwoordingstukken inlichten over de prijzen die hem worden aangeboden voor de levering van ondersteunende diensten en de door hem ondernomen handelingen, met toepassing van artikel 234 van het koninklijk besluit betreffende het technisch reglement van het beheer van het transmissienet voor elektriciteit en de toegang ertoe.

Op basis van het verslag van de netbeheerder wordt door de commissie met toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 oktober 2002 met betrekking tot de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt een gemotiveerd rapport gemaakt waarin uitdrukkelijk en gemotiveerd vastgesteld wordt of de aangeboden prijzen voor de levering van de ondersteunende diensten al dan niet manifest onredelijk zijn. Het gemotiveerd rapport wordt aan de minister en de netbeheerder meegedeeld binnen de 60 dagen na ontvangst van verslag, zoals bedoeld in het tweede lid.

Op grond van het gemotiveerd rapport brengt de minister binnen de vijftien dagen de commissie en de netbeheerder per aangetekend schrijven op de hoogte van de te nemen maatregelen, die bindend zijn voor de commissie. Indien hij zulks niet doet, wordt met de aan de netbeheerder aangeboden prijzen rekening gehouden voor de bepaling van het totaal inkomen, zoals bedoeld in artikel 12, § 2. »

Art. 11. Artikel 21^{bis}, § 1, eerste lid, 2^o, van de dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, wordt aangevuld als volgt :

« en voor de financiering van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie, bedoeld in artikel 27, die door de commissie in het jaar 2005 zijn geïnd met toepassing van artikel 21^{ter}, § 1, en die worden gestort in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie overeenkomstig artikel 21^{ter}, § 1, 6^o. »

Art. 12. Artikel 21^{ter}, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij wet van 23 december 2005, wordt aangevuld als volgt :

« 6^o in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie met het oog op de financiering van de werkingskosten van deze dienst overeenkomstig artikel 27. »

Art. 13. In artikel 23, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 2001, 31 januari 2003, 20 maart 2003, 1 juni 2005 en 27 juli 2005, worden de punten 3^{bis} en 5^o opgeheven.

Art. 14. Artikel 27 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 27 § 1. Er wordt een autonome dienst met rechtspersoonlijkheid, « ombudsdienst voor energie », « Ombudsstelle für Energie » genaamd in het Duits, opgericht die bevoegd is voor de verdeling van vragen en klachten betreffende het functioneren van de elektriciteitsmarkt en voor de behandeling van alle geschillen tussen een eindafnemer en een elektriciteitsbedrijf inzake aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde en vijfde lid en VII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De ombudsdienst voor energie is belast met de volgende opdrachten :

1^o het beoordelen en onderzoeken van alle vragen en klachten van eindafnemers die betrekking op de activiteiten van een elektriciteitsbedrijf en op het functioneren van de elektriciteitsmarkt. De ombudsdienst maakt op grond van de bevoegdheidsverdeling tussen de federale overheid en de gewestelijke overheden de vragen en klachten over aan de terzake bevoegde gewestelijke overheidsdienst wanneer de vragen en klachten geheel betrekking hebben op een gewestelijke bevoegdheid.

Les questions des clients finals sont introduites auprès du service de médiation pour l'énergie par lettre, fax, courrier électronique ou téléphone. Les réponses à ces questions sont envoyées par lettre, fax, ou courrier électronique.

Les plaintes des clients finals sont introduites auprès du service médiation pour l'énergie par lettre, par fax ou par courrier électronique et ne sont recevables que lorsque le plaignant a entamé une démarche préalable auprès de l'entreprise. Le service de médiation pour l'énergie peut refuser de traiter une réclamation lorsque la plainte y afférente a été introduite auprès de l'entreprise concernée plus d'un an auparavant. Si la plainte d'un client final est déclarée recevable par le service de médiation pour l'énergie, la procédure de perception est suspendue par l'entreprise d'électricité soit jusqu'à ce que le service de médiation pour l'énergie ait formulé une recommandation telle que visée au point 3°, soit qu'il ait obtenu un compromis à l'amiable telle que visée au point 2°;

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable entre le client final et la société d'électricité;

3° formuler une recommandation par rapport à l'entreprise d'électricité au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé. Une copie de la recommandation est adressée au plaignant. Au cas où l'entreprise d'électricité ne peut pas admettre la recommandation, elle dispose d'un délai de 20 jours ouvrables pour justifier sa décision. Cette décision motivée doit être envoyée au plaignant ainsi qu'au service de médiation pour l'énergie;

4° émettre, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, des avis dans le cadre de ses missions.

§ 2. Le service de médiation pour l'énergie peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise d'électricité ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de la société d'électricité toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen.

L'information ainsi obtenue est traitée par le service de médiation pour l'énergie comme confidentielle, lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise d'électricité sur un plan général. Toute infraction au présent alinéa est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal. Les dispositions du premier livre du même Code sont applicables.

Dans l'exercice de ses attributions, le service de médiation pour l'énergie ne reçoit d'instruction d'aucune autorité. Des doutes ou divergences d'opinion quant à savoir si une question ou plainte relève de l'autorité fédérale ou régionale, sont réglés en concertation avec la Région compétente selon la procédure prévue dans le règlement d'ordre d'intérieur du service de médiation pour l'énergie.

Les membres du service de médiation pour l'énergie peuvent se faire assister par des experts.

L'examen de la plainte se termine lorsqu'une action en justice est engagée ou qu'une procédure d'arbitrage est lancée à propos de l'objet de la plainte.

§ 3. Le service de médiation pour l'énergie est composé de deux membres nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres pour un délai renouvelable de cinq ans. Les membres appartiennent à un rôle linguistique différent.

Les candidats membres sont appelés à introduire leur candidature par une publication au *Moniteur belge*.

Le membre du service de médiation pour l'énergie qui, au moment de sa nomination, se situe dans une relation statutaire avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat, est mis à disposition de plein droit, conformément aux dispositions du statut concerné, pour toute la durée de son mandat. Cependant, au cours de cette période, il maintient ses titres de promotion et d'augmentation de salaire et reste soumis au même système de sécurité sociale qui lui est appliqué dans son service d'origine.

De vragen van de eindafnemers worden ingediend bij de ombudsdienst voor energie per brief, per fax, met de elektronische post of telefonisch. De antwoorden op deze vragen worden per brief, per fax of met de elektronische post verstuurd.

De klachten van de eindafnemers worden ingediend bij de ombudsdienst voor energie per brief, per fax of met de elektronische post en zijn slechts ontvankelijk wanneer de aanklager voorafgaandelijk bij het betrokken bedrijf stappen heeft ondernomen. De ombudsdienst voor energie mag weigeren een klacht te behandelen wanneer die klacht meer dan één jaar voordien werd ingediend bij het betrokken bedrijf. Indien de klacht van een eindafnemer door de ombudsdienst voor energie ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningprocedure door het elektriciteitsbedrijf opgeschort tot de ombudsdienst voor energie hetzij een aanbeveling heeft geformuleerd, zoals bedoeld in 3°, hetzij een minnelijke schikking heeft bereikt, zoals bedoeld in 2°;

2° te bemiddelen tussen de eindafnemer en het elektriciteitsbedrijf met het oog op het vergemakkelijken van een minnelijke schikking;

3° een aanbeveling te formuleren ten aanzien van het elektriciteitsbedrijf ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt. Een afschrift van de aanbeveling wordt naar de klager gestuurd. In geval het elektriciteitsbedrijf zich niet kan vinden in de aanbeveling, beschikt het over een termijn van 20 werkdagen om zijn beslissing te verantwoorden. Deze met redenen omklede beslissing wordt verstuurd naar de klager en naar de ombudsdienst voor energie;

4° op eigen initiatief of op verzoek van de minister, adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten.

§ 2. De ombudsdienst voor energie kan, in het kader van een bij hem ingediende klacht, ter plaatse kennis nemen van de boeken, briefwisseling, verslagen en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het elektriciteitsbedrijf die rechtstreeks te maken hebben met het voorwerp van de klacht. De dienst kan van de bestuurders, agenten en aangestelden van het elektriciteitsbedrijf alle nodige uitleg en informatie vorderen en alle verificaties uitvoeren die nodig zijn voor zijn onderzoek.

De aldus verkregen informatie wordt op een vertrouwelijke manier door de ombudsdienst voor energie behandeld, wanneer de bekendmaking ervan schade zou kunnen toebrengen aan het elektriciteitsbedrijf op algemeen vlak. Elke overtreding van deze alinea wordt gestraft met de straffen bepaald door artikel 458 van het Strafwetboek. De bepalingen van het eerste boek van hetzelfde Wetboek zijn van toepassing.

Bij de uitoefening van zijn bevoegdheden krijgt de ombudsdienst voor energie van geen enkele overheid instructies. Onduidelijkheden of meningsverschillen met betrekking tot de kwestie of een vraag of klacht tot de federale of regionale bevoegdheid behoort worden in overleg met het bevoegde Gewest geregeld overeenkomstig de procedure voorzien in het huishoudelijk reglement van de ombudsdienst voor energie.

De leden van de ombudsdienst voor energie mogen zich laten bijstaan door deskundigen.

Het onderzoek van de klacht wordt beëindigd wanneer omtrent het voorwerp van de klacht een rechtsvordering wordt ingesteld of een arbitrageprocedure wordt aangevat.

§ 3. De ombudsdienst voor energie bestaat uit twee leden die door de Koning benoemd zijn bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar. De leden behoren tot een verschillende taalrol.

De kandidaat-leden worden opgeroepen tot indiening van hun kandidaturen bij bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het lid van de ombudsdienst voor energie dat zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig andere rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld, overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut, voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddenverhoging en blijft hij onderworpen aan hetzelfde sociale zekerheidsstelsel dat op hem van toepassing is in de dienst van oorsprong.

Si, au moment de sa nomination, le membre du service de médiation de l'énergie se situe dans une relation contractuelle avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Cependant, au cours de cette période, il maintient ses droits de promotion et reste soumis au même système de sécurité sociale qui lui est appliqué dans son service d'origine.

Le service de médiation pour l'énergie agit en tant que collège. Néanmoins, les membres peuvent s'accorder des délégations par décision collégiale, approuvée par le ministre.

Pour être nommé membre du service de médiation, il faut :

- 1° posséder la nationalité belge;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;
- 4° ne pas avoir exercé, pendant une période de trois ans avant sa nomination, un mandat ou une fonction au sein d'une entreprise d'électricité ou d'une entreprise liée.

La fonction de membre du service de médiation pour l'énergie est incompatible avec :

- 1° un mandat public rémunéré;
- 2° un mandat public conféré par des élections;
- 3° la profession d'avocat;
- 4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;
- 5° un mandat ou une fonction au sein d'une entreprise d'électricité ou d'une entreprise liée.

Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, le Roi fixe les dispositions applicables aux conflits d'intérêt et les principes de base de leur rémunération.

Les membres du service de médiation pour l'énergie ne peuvent être révoqués que pour juste motif par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 4. Les membres du service de médiation bénéficient pour la durée de leurs fonctions du même régime de pensions que les agents de l'Etat pourvus d'une nomination définitive. Cette pension est à charge du Trésor public.

Pour l'ouverture du droit et le calcul de la pension visé au premier alinéa seuls les services prestés en qualité de membre du service de médiation sont pris en compte. Ces services ne peuvent être pris en considération ni pour l'ouverture du droit à une autre pension du secteur public, ni pour le calcul de celle-ci.

§ 5. Les membres du personnel du service de médiation pour l'énergie sont engagés et mis au travail en vertu de la loi du 3 juillet 1978 concernant les contrats de travail ou selon les modalités déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le membre du personnel du service de médiation pour l'énergie qui, au moment de son engagement, se situe dans une relation statutaire avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat, est mis à disposition de plein droit, conformément aux dispositions du statut concerné, pour toute la durée de son engagement. Cependant, au cours de cette période, il maintient ses droits de promotion et d'augmentation de salaire et reste soumis au même système de sécurité sociale qui lui est appliqué dans son service d'origine.

Indien het lid van de ombudsdienst voor energie zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en blijft hij onderworpen aan hetzelfde sociale zekerheidsstelsel dat op hem van toepassing is in de dienst van oorsprong.

De ombudsdienst voor energie handelt als college. Niettemin mogen de leden elkaar onderling delegaties verlenen via een collegiale beslissing, goedgekeurd door de minister.

Om als lid van de ombudsdienst voor energie te worden benoemd, moet men :

- 1° de Belgische nationaliteit bezitten;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat bij de Rijksbesturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1;
- 4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming geen mandaat of functie hebben bekleed in een elektriciteitsbedrijf of ermee verbonden onderneming.

Het lidmaatschap van de ombudsdienst voor energie is onverenigbaar met :

- 1° een bezoldigd openbaar mandaat;
- 2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;
- 3° het beroep van advocaat;
- 4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;
- 5° een mandaat of functie in een elektriciteitsbedrijf of ermee verbonden onderneming.

Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt de Koning de regels die van toepassing zijn op belangenconflicten en de basisprincipes van hun bezoldiging.

De leden van de ombudsdienst voor energie kunnen slechts om wettige reden worden ontslagen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 4. De leden van de ombudsdienst genieten voor de duur van hun functies dezelfde pensioenregeling als de vast benoemde personeelsleden van de Staat. Dit pensioen valt ten laste van de Staatskas.

Voor de opening van het recht op het in het eerste lid bedoelde pensioen en voor de berekening ervan, komen enkel de diensten gepresteerd als lid van de ombudsdienst in aanmerking. Deze diensten mogen niet in aanmerking genomen worden noch voor de opening van het recht op een ander pensioen van de overheidssector, noch voor de berekening ervan.

§ 5. De personeelsleden van de ombudsdienst voor energie worden aangeworven en tewerkgesteld krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of krachtens de voorwaarden zoals voorzien bij een koninklijk besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad.

Het personeelslid van de ombudsdienst voor energie dat zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig andere rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld, overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut, voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddenverhoging en blijft hij onderworpen aan hetzelfde sociale zekerheidsstelsel dat op hem van toepassing is in de dienst van oorsprong.

§ 6. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi fixe les règles relatives au fonctionnement du service de médiation pour l'énergie.

Les membres du service de médiation pour l'énergie établissent ensemble un règlement d'ordre intérieur, subordonné à l'approbation du ministre.

§ 7. Le montant des frais de fonctionnement du service de médiation pour l'énergie est fixé, annuellement, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur base d'une proposition de budget établie par les membres du service de médiation de l'énergie. La proposition budgétaire est soumise à l'approbation du Conseil des Ministres avant le 30 octobre de l'année qui précède l'année budgétaire.

§ 8. Pour la première année de fonctionnement 2007, les montants de la cotisation fédérale visée à l'article 21bis, § 1^{er} et perçues en 2005 par la commission en application de l'article 21ter, § 1^{er} sont versées dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie, conformément à l'article 21ter, § 1^{er}, 6°. Le montant destiné à la couverture des frais de fonctionnement du service de médiation de l'énergie pour l'année 2005, est fixé à 832.054 euros.

§ 9. Afin de couvrir les frais de fonctionnement du service de médiation pour l'énergie, les entreprises d'électricité et de gaz acquittent annuellement à partir de la deuxième année de fonctionnement, auprès du service de médiation pour l'énergie une redevance établie sur base du coût de financement du service de médiation pour l'énergie, appelée « redevance de médiation ».

§ 10. Chaque année, le service de médiation pour l'énergie fixe le montant de la redevance de médiation due par chacune des entreprises d'électricité et de gaz.

Pour la deuxième et la troisième année de fonctionnement, la redevance de médiation par entreprise d'électricité et de gaz est estimée sur la base du nombre moyen de clients pendant l'année précédant la fixation de la redevance de médiation.

A partir de la quatrième année de fonctionnement et pour les années suivantes, la redevance de médiation par entreprise d'électricité et de gaz est estimée d'une part sur la base de la redevance de médiation fixe, c'est-à-dire le nombre moyen de clients pendant l'année précédant la fixation de la redevance de médiation, et d'autre part sur la base de la redevance de médiation variable, c'est-à-dire le nombre de plaintes déposées pendant l'année de fonctionnement écoulée.

§ 11. Les entreprises d'électricité et de gaz communiquent au plus tard le 30 juin de chaque année au service de médiation pour l'énergie les données visées au § 10.

§ 12. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut déterminer les modalités particulières pour le calcul de la redevance de médiation.

Tout arrêté pris en vertu de l'alinéa précédent, est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

§ 13. Les redevances de médiation sont payées au plus tard le 30 septembre de l'année pour laquelle elles sont dues, au numéro de compte indiqué par le service de médiation pour l'énergie.

Les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produiront de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal majoré de 2 %. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Au plus tard un mois avant l'échéance, le service de médiation pour l'énergie communique aux entreprises d'électricité et de gaz le montant de la redevance de médiation due.

§ 14. Chaque année, le service de médiation pour l'énergie soumet ses comptes au contrôle de la Cour des comptes.

§ 6. Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalt de Koning de regels betreffende de werking van de ombudsdienst voor energie.

De leden van de ombudsdienst voor energie stellen gezamenlijk een huishoudelijk reglement op dat aan de goedkeuring van de minister is onderworpen.

§ 7. Het bedrag van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie wordt jaarlijks bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, op basis van een begrotingsvoorstel opgesteld door de leden van de ombudsdienst voor energie. Het begrotingsvoorstel wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministerraad voor 30 oktober van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat.

§ 8. Voor het eerste werkingsjaar 2007 worden de bedragen van de federale bijdrage, bedoeld in artikel 21bis, § 1, en die door de commissie in het jaar 2005 zijn geïnd met toepassing van artikel 21ter, § 1, gestort in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie overeenkomstig artikel 21ter, § 1, 6°. Het bedrag bestemd voor de dekking van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie voor het jaar 2005 wordt vastgesteld op 832.054 euro.

§ 9. Om de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie te dekken, betalen de elektriciteits- en gasondernemingen vanaf het tweede werkingsjaar jaarlijks aan de ombudsdienst voor energie een bijdrage begroot op basis van de kosten voor de financiering van de ombudsdienst voor energie, « ombudsbijdrage » genoemd.

§ 10. Jaarlijks bepaalt de ombudsdienst voor energie het bedrag van de ombudsbijdrage, verschuldigd door elke elektriciteits- en gasonderneming.

Voor het tweede en derde werkingsjaar wordt de ombudsbijdrage per elektriciteits- en gasonderneming begroot op basis van het gemiddeld aantal klanten van het jaar voorafgaand aan de vaststelling van de ombudsbijdrage.

Vanaf het vierde en de daaropvolgende werkingsjaren wordt de ombudsbijdrage per elektriciteits- en gasonderneming begroot enerzijds op basis van het gemiddeld aantal klanten van het afgelopen jaar voorafgaand aan de vaststelling van de ombudsbijdrage, de vaste ombudsbijdrage genoemd en anderzijds op basis van het aantal ingediende klachten in het afgelopen werkingsjaar, de variabele ombudsbijdrage genoemd.

§ 11. De elektriciteits- en gasondernemingen delen de in § 10 bedoelde gegevens uiterlijk op 30 juni aan de ombudsdienst voor energie mee.

§ 12. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning de nadere regels bepalen voor de berekening van de ombudsbijdragen.

Elk besluit dat krachtens voorgaand lid wordt vastgesteld, wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van zijn inwerking-treding.

§ 13. De ombudsbijdragen moeten uiterlijk op 30 september van het jaar waarvoor zij verschuldigd zijn, worden betaald op het rekeningnummer dat door de ombudsdienst voor energie is opgegeven.

De bijdragen die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum geven van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Deze intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Ten laatste één maand voor de vervaldatum deelt de ombudsdienst voor energie aan de elektriciteits- en gasondernemingen het bedrag mee van de verschuldigde bijdragen.

§ 14. De ombudsdienst voor energie deelt ieder jaar zijn rekeningen voor controle mede aan het Rekenhof.

§ 15. Chaque année, avant le 1^{er} mai, le service de médiation pour l'énergie fait rapport de ses activités au ministre. Le rapport fait état notamment des différentes plaintes ou types de plaintes, d'une répartition claire selon que les plaintes et questions portent sur des compétences fédérales ou régionales et de la suite donnée à ces plaintes, sans identifier directement ou indirectement les plaignants. Le ministre communique le rapport aux Chambres Législatives. Il est mis à la disposition du public. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2710/001. — Amendement, n° 51-2710/002. — Amendement, n° 51-2710/003. — Rapport fait au nom de la commission, n° 51-2710/004. — Texte adopté par la commission, n° 51-2710/005. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2710/006.

Sénat.

Documents Parlementaires. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-2058/1.

§ 15. Elk jaar, vóór 1 mei, bezorgt de ombudsdienst voor energie aan de minister een verslag van zijn activiteiten. Het verslag vermeldt inzonderheid de verschillende klachten of typen klachten, een duidelijke opdeling naargelang de klachten en vragen betrekking hebben op federale of gewestelijke bevoegdheden, en het gevolg dat werd gegeven aan die klachten, zonder de aanklagers rechtstreeks of onrechtstreeks te identificeren. De minister maakt het verslag over aan de Wetgevende Kamers. Het wordt ter beschikking gesteld van het publiek. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2710/001. — Amendement, nr. 51-2710/002. — Amendement, nr. 51-2710/003. — Verslag namens de commissie, 51-2710/004. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 51-2710/005. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de senaat, nr. 51-2710/006.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2058/1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 1344

[C — 2007/09296]

23 MARS 2007. — Arrêté royal portant exécution des articles 7 et 9 de la loi du 20 juillet 2006 instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'Ordre judiciaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107 de la Constitution;

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 354;

Vu la loi du 20 juillet 2006 instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'Ordre judiciaire, notamment les articles 7 et 9;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 7 et 28 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 19 mars 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 20 juillet 2006 instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'Ordre judiciaire est déjà entrée en vigueur;

Considérant que les membres de la commission précitée ont été nommés par arrêté royal du 30 janvier 2007 portant nomination du président, du vice-président et des membres de la commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et que la commission a débuté ses activités le 1^{er} mars 2007;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 1344

[C — 2007/09296]

23 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 7 en 9 van de wet van 20 juli 2006 tot instelling van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde en de Algemene Raad van de partners van de Rechterlijke Orde

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107 van de Grondwet;

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 354;

Gelet op de wet van 20 juli 2006 tot instelling van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde en de Algemene Raad van de partners van de Rechterlijke Orde, inzonderheid de artikelen 7 en 9;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 en 28 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze de Minister van Ambtenarenzaken van 19 maart 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 20 juli 2006 tot instelling van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde en de Algemene Raad van de partners van de Rechterlijke Orde reeds in werking is getreden;

Overwegende dat de leden van voornoemde commissie bij koninklijk besluit tot de benoeming van de voorzitter, ondervoorzitter en leden van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde van 30 januari werden benoemd en dat de commissie op 1 maart 2007 haar activiteiten aanving;